



La croissance de l'économie belge devrait légèrement s'accélérer cette année pour atteindre 1,8 %

La croissance économique de la zone euro a surpris positivement l'an dernier (2,5 %) et devrait rester vigoureuse en 2018 (2,2 %). Dans ce contexte, les perspectives de croissance de l'économie belge pour 2018 ont été revues légèrement à la hausse (1,8 %) par rapport à nos perspectives de septembre. L'emploi devrait poursuivre sa progression, à hauteur de 57 000 unités cette année. L'inflation devrait reculer quelque peu pour atteindre 1,7 %, et ce en raison de l'appréciation de l'euro et de la baisse marquée des prix de l'électricité en Région flamande.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces prévisions macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire pour l'année 2018.

La reprise économique de la zone euro se poursuit

La croissance économique mondiale s'accélère depuis le deuxième semestre 2016. Cette évolution favorable s'observe dans pratiquement toutes les régions du monde. La zone euro a connu une nette embellie en 2017, son PIB progressant de 2,5 %. Son économie a profité du dynamisme du commerce mondial et a également été progressivement soutenue par le raffermissement de la demande intérieure, ce qui a renforcé la reprise conjoncturelle. Plusieurs indicateurs de confiance sont actuellement à leur niveau le plus élevé atteint au cours des dernières années et laissent présager une dynamique marquée au cours du premier semestre 2018. La croissance du PIB de la zone euro dans son ensemble s'élèverait à 2,2 % en 2018 ; au sein de la zone, on observerait, pour la deuxième année consécutive, une croissance positive du PIB de tous les États qui la composent. La croissance des États-Unis, pour sa part, grimperait à 2,7 % en 2018, du fait, notamment, de nouvelles réductions d'impôts.

Différents risques pourraient toutefois perturber ce scénario. Il s'agit notamment de la problématique de l'endettement en Chine, des tensions géopolitiques, d'une nouvelle hausse du prix du pétrole et de l'incertitude quant au Brexit. De plus, une hausse imprévue de l'inflation pourrait entraîner une diminution accélérée des incitants monétaires dans le chef des banques centrales et augmenter le risque d'une forte hausse des taux d'intérêt à long terme.

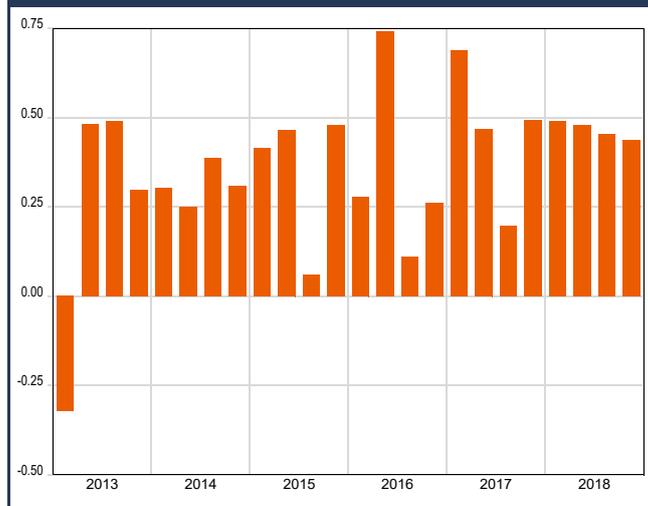
En 2018, la croissance du PIB belge se renforce sous l'impulsion de la demande intérieure

La croissance de l'économie belge a été solide au cours du premier semestre 2017 avec une croissance trimestrielle moyenne de 0,6 %. Après un troisième trimestre décevant (0,2 %), la croissance du PIB s'est redressée durant le quatrième trimestre (0,5 %). Soutenue par la confiance des entrepreneurs et des consommateurs qui s'est encore accrue au début de l'année, l'économie belge devrait à nouveau enregistrer une bonne prestation en 2018, avec une croissance trimestrielle moyenne de 0,5 % au cours du premier semestre et de 0,4 % au

cours du second semestre. C'est surtout la consommation des particuliers qui se renforcerait cette année, avec pour corollaire une légère accélération de la croissance du PIB qui passerait de 1,7 % en 2017 à 1,8 % en 2018.

Cette année, les débouchés extérieurs de la Belgique devraient s'accroître un peu moins rapidement qu'en 2017, si bien que la croissance en volume des exportations belges ralentirait aussi légèrement (4,2 %). En revanche, la croissance des importations devrait s'accroître sous l'effet de la progression plus marquée de la demande intérieure. Dès lors, les exportations nettes n'apporteraient plus une contribution positive à la croissance économique. Le déficit de la balance des opérations courantes devrait augmenter légèrement (pour atteindre 0,9 % du PIB), car la hausse des prix pétroliers n'est que partiellement compensée par l'appréciation de l'euro.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



L'an dernier, la consommation des particuliers a progressé à un rythme semblable (1,2 %) à celui du revenu disponible réel (1,1 %). Pour 2018, on s'attend à un accroissement plus marqué du pouvoir d'achat de l'ordre de 2,1 %, grâce, notamment, aux nombreuses créations d'emplois, aux baisses supplémentaires de l'impôt des

personnes physiques, à une augmentation un peu plus sensible des salaires bruts et à des revenus de la propriété en progression. Avec une croissance en volume de 1,8 %, les dépenses de consommation des particuliers devraient s'adapter avec un peu de retard à l'accroissement du revenu cette année, ce qui entraîne une légère hausse du taux d'épargne des particuliers. Les investissements en logements ont quelque peu reculé en 2017, mais devraient rebondir modestement cette année (+1 %) grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat et aux taux d'intérêt toujours bas.

En 2017, la croissance en volume des investissements des entreprises s'est limitée à 1,4 %. Ce chiffre a toutefois été influencé à la baisse par plusieurs achats importants de biens d'investissement intervenus en 2016, lesquels n'ont eu aucun impact sur la croissance économique vu qu'il s'agissait d'importations. Abstraction faite de ces achats, les investissements réalisés en 2017 ont été nettement plus dynamiques. En effet, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est, depuis plusieurs années déjà, supérieur à sa moyenne historique, ce qui accroît les besoins en investissements d'expansion. Combiné à une rentabilité élevée et à la souplesse des conditions de crédit, ce facteur contribue, également en 2018, à établir un climat d'investissement favorable, qui se traduit par une croissance en volume des investissements des entreprises (4,3 %) largement supérieure à celle du PIB.

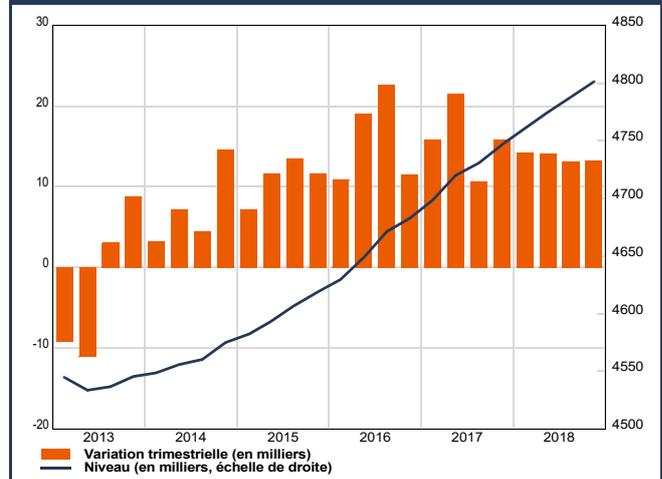
Compte tenu des mesures dont les modalités sont suffisamment claires, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 0,9 % cette année. La forte croissance des investissements publics en 2017 et 2018 (respectivement 4 % et 6,9 % en termes réels) s'explique en grande partie par l'augmentation des investissements réalisés par les pouvoirs locaux à l'approche des élections communales, mais (en 2018) également par les investissements des régions.

L'emploi augmente moins fortement qu'en 2017

L'emploi intérieur a augmenté de 1,4 % l'an dernier, soit légèrement plus qu'en 2016. La nette progression de l'emploi intérieur intervenue au cours des deux dernières années s'explique non seulement par l'amélioration de la conjoncture, mais également par les mesures visant à réduire le coût du travail. Ces mesures ont rendu la croissance de l'activité du secteur marchand particulièrement intensive en main-d'œuvre au cours des deux dernières années (surtout en 2016). En effet, la croissance de l'emploi a été presque aussi vigoureuse que celle de la valeur ajoutée. Pour 2018, on s'attend à une progression de l'emploi de 1,2 % (soit 57 000 unités), laquelle est moins importante qu'en 2017 et intervient dans un contexte de hausse du coût salarial. Le nombre de salariés dans le secteur marchand augmenterait de 47 000 unités cette année. Le nombre de travailleurs indépendants continuerait aussi de progresser (de 10 000 unités). L'emploi public, de son côté, devrait se stabiliser.

Compte tenu de la poursuite de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) diminuerait de 35 000 unités en 2018, en net recul pour la quatrième année consécutive. Par conséquent, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) tomberait à 6,7 %.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
Données corrigées des variations saisonnières



L'inflation ralentit quelque peu en 2018

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'est établie à 2,1 % en 2017. L'inflation sous-jacente s'est ralentie suite à la disparition progressive de l'effet haussier d'un certain nombre de mesures et suite à la diminution du coût salarial par unité produite au cours des dernières années. L'envolée des prix pétroliers a toutefois porté l'inflation totale à un niveau légèrement plus élevé qu'en 2016.

Le ralentissement de l'inflation à 1,7 % en 2018 s'explique presque exclusivement par la baisse du prix de l'électricité, qui avait sensiblement augmenté ces dernières années. La dynamique plus soutenue des coûts salariaux aurait pour effet une hausse progressive de l'inflation sous-jacente, même si l'appréciation de l'euro atténue quelque peu cette évolution.

Par rapport à nos précédentes prévisions, le chiffre d'inflation pour 2018 est revu à la hausse principalement suite à la remontée récente des prix pétroliers et à la diminution plus faible que prévu du prix de l'électricité en janvier.

La croissance de l'indice santé serait inférieure à l'inflation tant en 2017 (1,8 %) qu'en 2018 (1,6 %). En effet, l'indice santé ne tient pas compte de l'évolution du prix de l'essence et du diesel et est donc moins influencé par la hausse des prix pétroliers observée au cours de ces deux années. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (105,10) serait dépassé en septembre 2018.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere , 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2015	2016	2017	2018
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.9	1.7	1.2	1.8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.5	0.5	1.0	0.9
Formation brute de capital fixe	2.7	3.6	1.3	3.8
Dépenses nationales totales	1.4	2.1	1.4	1.8
Exportations de biens et services	3.3	7.5	4.5	4.2
Importations de biens et services	3.3	8.4	4.1	4.3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	-0.6	0.3	0.0
Produit intérieur brut	1.4	1.5	1.7	1.8
Indice national des prix à la consommation	0.6	2.0	2.1	1.7
Indice santé	1.0	2.1	1.8	1.6
Revenu disponible réel des particuliers	0.3	0.9	1.1	2.1
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11.9	11.2	11.1	11.3
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	40.5	57.7	65.9	57.2
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.5	7.9	7.2	6.7
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.1	0.1	-0.7	-0.9
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	111.0	110.6	113.0	125.6
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0.8	0.4	0.7	1.0